

# L'horizon européen de la Turquie reste bouché malgré le référendum

jeudi 16 septembre 2010

L'Europe et les Etats-Unis ont salué l'issue du référendum constitutionnel en Turquie, présenté par Ankara comme un atout sur la voie de son intégration dans l'UE, une perspective qui continue néanmoins à susciter des réticences très fortes parmi les 27 pays du bloc.

Lundi, les partisans de l'adhésion de ce pays musulman de 73 millions d'habitants sont montés au créneau en se disant confortés dans leur attitude par les réformes constitutionnelles adoptées.

Le ministre espagnol des Affaires étrangères, Miguel Angel Moratinos y a vu « un signal clair de la vocation européenne » de la Turquie.

« Cela ouvre la porte européenne, même si cela prendra du temps d'en franchir le pas », lui a fait écho son homologue suédois, Carl Bildt, en jugeant qu'Ankara « prépare désormais le terrain pour une évolution plus ouverte et démocratique du pays ».

Les Etats-Unis, qui militent ardemment en faveur d'un ancrage du pays à l'Union européenne et accusent cette dernière d'éloigner la Turquie de l'Occident du fait de ses attermoissements, ont salué par la voix du président Barack Obama le fort taux de participation au référendum.

Il y a vu le reflet de « la vitalité de la démocratie turque ».

Même le chef de la diplomatie allemande Guido Westerwelle, qui craint une dérive du pays vers le Moyen-Orient et l'Asie, a évoqué « un pas supplémentaire important sur le chemin de la Turquie vers l'Europe ».

Toutefois, il est connu pour être sur ce point plus ouvert à l'idée de l'adhésion que la chancelière Angela Merkel, qui dicte la ligne de son pays et y reste opposée. A l'instar de la France ou de l'Autriche, elle préfère l'option d'un « partenariat privilégié » avec Ankara.

Dans ces conditions, l'adoption des réformes constitutionnelles ne devrait guère suffire à désempourber les négociations d'adhésion à l'UE que mène la Turquie.

« Je ne pense pas que cela va modifier la donne. Les positions de plusieurs Etats clés de l'UE comme l'Allemagne ou la France se sont durcies sur la question de l'adhésion. Et quoi que fasse la Turquie aujourd'hui elles ne changeront pas », estime José Ignacio Torreblanca, analyste du European Council on Foreign Relations.

« Il y a une coalition du refus qui se forme dans plusieurs pays, alliant partis de droite anti-islam et pro-européens qui redoutent une dilution du projet de l'UE avec l'entrée de la Turquie. C'est une spirale très négative pour Ankara », juge-t-il.

La Turquie a entamé ces négociations en 2005 mais elles n'avancent que très lentement du fait de ces réticences grandissantes et de l'impasse à Chypre, partiellement occupée par Ankara.

L'UE, mais aussi Chypre et la France bloquent 18 des 35 chapitres thématiques qui jalonnent ces pourparlers d'adhésion, en raison principalement du problème chypriote.

Seuls trois chapitres peuvent encore potentiellement être ouverts, après quoi l'impasse sera totale, avec

sans doute une vraie crise entre l'UE et la Turquie.

Samedi, le gouvernement turc a tapé du poing sur la table lors d'une réunion à Bruxelles avec les ministres européens des Affaires étrangères, en exprimant « clairement » son mécontentement face à la lenteur du processus, selon les mots de son chef de la diplomatie Ahmet Davutoglu.

Ce dernier a accueilli fraîchement une offre des Européens d'engager avec Ankara un « dialogue stratégique » sur les grands problèmes du monde, indépendamment de la question de l'adhésion à l'UE.

« La Turquie n'acceptera jamais la moindre alternative au processus de négociations » a prévenu M. Davutoglu, pour qui il est « difficile de développer une telle vision stratégique » de partenariat « s'il n'y a pas d'avancée dans les négociations » d'adhésion.

---

## **Sources**

Source : Le Point.fr le 13/09/2010